

## La Suisse est «absolument entendue et respectée»

Par Richard Werly djakarta du TEMPS

### ➤ L'analyse d'une spécialiste à la veille du Forum fiscal mondial



D'un désarmant sourire, **Monica Bhatia** écarte la probabilité d'un «affrontement» lors de la réunion annuelle du Forum fiscal mondial dont elle coordonne les travaux depuis avril 2012, sous l'égide de l'OCDE.

Cette grand-messe planétaire des experts ès taxations ressemble, selon elle, à une «grande famille». Au sein de laquelle la Suisse est «absolument entendue et respectée».

**Le Temps:** Noter publiquement les pays sur la qualité de l'échange d'informations sur demande comme vous venez de le faire, n'est-ce pas aller trop loin?

**Monica Bhatia:** Les notations que nous allons rendre publiques vendredi sont le fruit d'un absolu consensus. Elles sont le socle de notre coopération fiscale internationale. Tout le processus d'évaluation s'est fait par consensus, à cette différence près que le pays en question ne pouvait pas opposer son veto, ce qui est logique. C'est l'esprit de notre forum. Nous ne sommes pas un tribunal, mais une enceinte de discussion en vue d'améliorer les pratiques internationales en matière fiscale. L'idée centrale est d'avancer ensemble vers des standards communs. Aujourd'hui, ce standard est l'échange à la demande. C'est sur cela que portent nos notes. A moyen terme, l'échange automatique devrait le compléter.

- L'échange automatique, réclamé par le G20, est donc sur les rails. Impossible d'y échapper?

- La demande du G20 est claire, nette, unanime. L'échange automatique est donc en arrière-plan de nos discussions. Pour l'heure, les deux standards coexistent. Mais le fait est que de plus en plus de pays bougent en faveur de l'automatisme. C'est une réalité incontournable.

- La Suisse ne va pas être notée à Djakarta car sa législation n'est pas encore suffisamment complète, au regard des critères exigés par le Forum. Cela vous pose problème?

- La réaction du Luxembourg, qui a vivement réagi par avance à sa note, confirme que c'est un problème, oui. On ne peut pas, d'un côté, désigner des pays comme non conformes ou partiellement conformes et de l'autre, ignorer ceux qui n'ont même pas encore rempli les conditions minimales requises! Il va de soi que nous allons

débattre de cela durant ces deux jours. La Suisse fait partie des juridictions qui doivent rattraper au plus vite leur retard en matière d'entraide administrative fiscale. C'est un fait. C'est urgent.

- Le G20 a donné mandat au Forum de travailler sur l'échange automatique. Cela ne prouve-t-il pas son manque d'indépendance vis-à-vis des pays les plus puissants? Le Luxembourg n'a-t-il pas raison de réagir?

- Nos notes ne sont en aucun cas définitives. Le Luxembourg dispose de procédures pour être réévalué au regard des améliorations qu'il apportera. Rien n'est figé.

Je réfute par ailleurs les critiques sur notre manque d'indépendance.

Nous sommes un forum de 120 membres. Chacun peut parler, s'exprimer. La Suisse comme les autres. C'est au contraire le meilleur lieu pour défendre sa position.

Vers le haut

**LE TEMPS© 2013 LE TEMPS SA**

Le Forum fiscal mondial met la pression sur l'échange automatique

### ➤ **Secret bancaire La Suisse sera critiquée au sommet de Djakarta**

La généralisation internationale de l'échange automatique d'informations est à l'agenda du Forum fiscal mondial qui s'ouvre ce jeudi matin à Djakarta. La session plénière de cette institution, forte de 120 pays membres dont la Suisse, consacrera une partie de la matinée de vendredi aux «changements induits par la législation américaine Fatca et par les nouvelles règles en vigueur au sein de l'Union européenne et de l'OCDE». De nouvelles mises en cause contre ce qui reste du secret bancaire apparaissent donc certaines.

«La volonté de pousser l'automatisme est très perceptible. On peut même parler de fortes pressions dans ce sens», confirme un très proche collaborateur du ministre des Finances d'Indonésie, Chatib Basri, qui doit prononcer le discours d'ouverture de cette sixième réunion annuelle, à laquelle participent plus de 80 délégations. L'offensive pourrait amener la Suisse à être interpellée et à devoir répondre. D'autant que, parallèlement, une notation sur l'efficacité du dispositif d'échange d'informations fiscales à la demande aujourd'hui en vigueur va pour la première fois être rendue publique à l'issue de cette réunion. La cinquantaine de pays dits «en phase 2» - c'est-à-dire ayant adopté toute la législation requise pour l'échange à la demande, ce qui n'est pas le cas de la Confédération, toujours reléguée en phase 1 - ont été évalués à partir d'une dizaine de critères. Un comité assisté de huit experts a attribué à chacun, par consensus, une note globale (conforme, largement conforme, partiellement conforme ou pas conforme). La totalité des rapports, entérinée par le Forum mondial, sera rendue publique vendredi.

Le Luxembourg s'est ainsi déjà plaint, lundi, d'être mal noté. Pour l'heure, «la Suisse échappe à une notation à cause de ses retards, pas de ses performances, note,

amer, un diplomate européen. Elle mérite aussi un blâme en soi.» Singapour et Hongkong, concurrents déclarés de la Confédération en matière de gestion de fortune, seront aussi notés, tout comme Jersey, Guernesey ou les îles Caïmans. Tous ces Etats ou juridictions s'apprêtent donc, selon nos informations, à réclamer que Berne «accélère d'urgence ses efforts».

### **Sérénité**

La poussée attendue en faveur de l'échange automatique d'informations fiscales n'est pas une surprise, dans la mesure où le récent sommet du G20 de Saint-Pétersbourg (Russie) en a fait une priorité. Elle ne devrait pas, néanmoins, se traduire par une quelconque déclaration contraignante.

Patrick Odier, président de l'Association suisse des banquiers (ASB), avait pour sa part anticipé: «Il est possible que la Suisse essuie des reproches, justifiés, expliquait-il au Temps la semaine passée. Du côté de l'échange sur demande, les décisions ont été prises [pour se mettre en conformité], mais nous avons une certaine lenteur, notamment en ce qui concerne l'assistance administrative, dans leur application. Nous devons aller plus vite.» Tout en rappelant que «les banques suisses sont très avancées dans la régularisation d'une grande partie de leurs clients étrangers».

La délégation helvétique à cette grand-messe fiscale de Djakarta affiche dès lors sa sérénité. Son ambassadeur chargé des questions fiscales multilatérales, Fabrice Filliez, et son homologue auprès de l'OCDE, Stephan Flückiger, espèrent aussi utiliser ce forum multilatéral et ses règles consensuelles pour déjouer les pressions bilatérales.